

"Dire que les problèmes viennent de l'extérieur, c'est détourner les Français des vraies questions"

[18-10-2011 - Médiapart](#)

<http://www.mediapart.fr/journal/france/151011/francois-bayrou-une-majorite-centrale-est-ineluctable>



Dans une interview accordée à Médiapart, François Bayrou a rappelé que "la vie politique française ne doit pas être réduite à un affrontement de la Gauche et de la Droite, et a fortiori, du PS et de l'UMP", samedi 15 octobre.

Pour le Président du Mouvement Démocrate, "la crise impose une politique nouvelle qui ne peut être portée par aucune des deux majorités qu'on nous présente comme obligatoires". Il prône "une majorité nouvelle, centrale, du courage".

La primaire, les alliances et la "majorité centrale"

Mediapart : Comment regardez-vous la primaire du PS et avec qui pensez-vous qu'il serait plus facile de discuter d'un éventuel accord politique: François Hollande ou Martine Aubry ?

François Bayrou : Poser la question en ces termes de ralliement, ce serait accepter l'idée que la vie politique française se résume au duel PS/UMP, et que si l'on n'est pas pour l'un, il faut nécessairement se rallier à l'autre. Or, j'ai défendu et je défendrai sans cesse une vision dans laquelle la vie politique française ne doit pas être réduite à un affrontement de la gauche et de la droite, et a fortiori, du PS et de l'UMP.

La France a droit au pluralisme, elle n'est pas condamnée au bipartisme. Il faut sortir de l'affrontement PS/UMP et on ne peut le faire qu'à l'élection présidentielle. Cela a toujours été ma proposition. Aujourd'hui, c'est devenu une obligation. Car la crise impose une politique nouvelle qui ne peut être portée par aucune des deux majorités qu'on nous présente comme obligatoires.

Pourquoi ? Parce que chacune des deux majorités impose d'abord une France coupée en deux. Toute réforme est

combattue immédiatement par l'opposition. En temps de crise aiguë, cela rend le gouvernement impossible. Et, de surcroît, chacun des deux camps est lui-même coupé en deux : la droite, sous pression d'à peu près la moitié de ses soutiens, est tentée par des thèmes les plus extrêmes, sortir de l'euro et chasser les immigrés. Et la gauche, à peu près pour 50 pour cent des siens, nous annonce la démondialisation. Ces illusions dangereuses sont incompatibles avec la politique qu'il faut suivre.

Il n'y a qu'une majorité nécessaire pour le pays, une majorité à mes yeux inéluctable, c'est la majorité centrale. Dans le moment que nous vivons, cette majorité, qui unira le centre gauche et le centre droit, est la seule à même de remplir les trois objectifs qui me paraissent nécessaire pour la nation : produire, instruire et construire une démocratie digne de ce nom.

À l'élection présidentielle, chaque candidat se présente avec ses trois différences : sa personnalité, son projet et sa majorité. La majorité qui est la mienne, que j'appelle majorité du courage, est une majorité centrale.

Justement, dans le cadre de cette "majorité centrale" que vous défendez, cette question a tout son sens : vous avez dit de certains candidats socialistes qu'il y avait des compatibilités d'idées, notamment avec Manuel Valls, donc qui, de Hollande ou Aubry, vous semble le plus proche – ou le moins éloigné – de vos idées ?

Je n'ai pas à choisir entre les deux candidats. Quand on a abordé la question des causes de la crise aiguë dans laquelle la France se trouve, on a cherché des boucs émissaires, d'autant plus commodes que personne ne les identifie : les banques ou les marchés financiers. Tout cela fait que l'attention publique ne se porte pas sur les vraies questions, les vraies faiblesses du pays, les raisons qui expliquent que la France ne produit plus, que les ressources du pays sont dirigées en hémorragie continue vers les économies qui nous entourent.

Voilà pour moi la thèse principale qui devra être celle de la majorité centrale : les problèmes ne viennent pas de l'extérieur du pays, mais de chez nous. Chercher les problèmes à l'extérieur, c'est détourner l'attention des vraies questions.

Ce n'est pas ce que disent Martine Aubry et François Hollande...

Pour des raisons électorales, ils ont accredité tous deux les affirmations de Montebourg et s'en sont fait l'écho. Tout cela risque de détourner le pays des véritables choix, des décisions à assumer. Tous les pays qui nous entourent ont la même monnaie, les mêmes banques que les nôtres. Or, nous sommes en grave déficit avec chacun d'entre eux : Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas.

Est-ce que les écologistes d'EELV peuvent être dans cette majorité centrale, quand on voit leur engagement européen et leur action parlementaire ?

Pour la moitié d'entre eux, sans aucun doute. La sensibilité Cohn-Bendit me paraît réaliste. Mais ce qui me semble se développer majoritairement chez les Verts, c'est une idéologie d'évitement des réalités du pays. Le fond du débat qui sépare le clan Cohn-Bendit du clan altermondialiste, c'est précisément ce sujet-là.

Je me permets d'insister : je vous parle Hollande, Aubry, Valls, vous me répondez Montebourg.

Je ne vous répondrai pas sur Hollande, Aubry, Valls. Un de mes troubles de ces derniers jours, c'est de voir Hollande et Aubry ramer derrière Montebourg.

Pourquoi dites-vous qu'il faut une majorité centrale du centre droit au centre gauche pour reconstruire ce pays quand vous voyez chaque camp s'organiser, notamment la gauche, sans prendre en compte ce centre ?

Il n'y a pas une gauche, mais deux. Parler de "LA" gauche est une illusion, dont Montebourg joue avec maestria. Il

y a la gauche responsable qui sait, même si elle ne le dit pas, la dimension des efforts à consentir pour reconstruire le pays. Et il est une autre gauche, qui nous a bercés de l'illusion, avec une partie de la droite, que la dette était sans conséquences, qu'un État était indéfiniment solvable, qu'il suffisait de changer l'ordre économique mondial pour que les choses aillent mieux, qu'au fond nous étions des victimes.

Cette gauche-là se trompe, en tout cas trompe les citoyens. Et la partie de la droite qui pense comme elle se trompe aussi.

La France a tous les atouts pour redevenir un pays créatif, créateur, actif, producteur, éducateur, mais cela ne dépend pas d'une révolution mondiale : cela dépend de nous et ne peut se construire que sur le socle de la lucidité et du courage. À cette lucidité, à cette majorité centrale, on viendra inéluctablement, quel que soit le vainqueur de la présidentielle.

Simplement on y viendra de manière plus simple, saine, franche, loyale, ouverte, plus entraînante, si c'est dans le contrat qui élit le président que si c'est, au contraire, dans une situation de recul après l'échec, probable et très proche, de la majorité qui serait élue sur ce mensonge. C'est en quoi ma proposition est originale. Ce n'est pas du tout un entre-deux entre la gauche et la droite, c'est exactement le contraire. C'est l'affirmation qu'il faut une majorité nouvelle dans le pays.

Et en même temps, vous voyez bien, à gauche et à droite, même si à droite la crise est manifeste, que les dispositifs, thèmes et organisations de campagne sont choisis pour ne pas parler du centre.

Ils ne parlent que de ça en vérité ! Martine Aubry dit qu'on ne peut pas lutter contre une droite dure avec une gauche molle, et François Hollande répond "mais c'est vous qui gouvernez Lille avec le centre". Donc cette question est présente dans les esprits. Parce que c'est une question lourde de sens.

L'équation politique qui mettrait dans la même majorité Joly, Mélenchon, Hollande ou Aubry est une tromperie, puisqu'ils sont en désaccord sur l'essentiel : est-ce que les problèmes viennent de nous ou de la mondialisation ? S'ils viennent de la mondialisation, il faut convoquer l'ONU, l'OMC, etc., et dans dix ans on y est encore. Simplement, on mettra en accusation les grandes méchantes puissances financières qui ne veulent pas que ça bouge.

Or, j'affirme que ce n'est pas à cause de la mondialisation que notre éducation ne marche pas, que nous ne fabriquons plus d'électroménager ou de textile. Ce n'est pas à cause de la mondialisation que nous sommes en retard sur le photovoltaïque ou la biomasse, c'est parce que nous n'avons pas fait ce qu'il fallait en interne, chez nous, sur notre sol. Commençons donc par chez nous.

Donc avec une gauche fracturée en deux, vous pouvez gouverner avec une partie de cette gauche?

Oui.

Et à droite ?

Les élus de l'UMP sont dans l'angoisse de ce qui va leur arriver parce qu'ils sentent bien la désaffection du pays. Un certain nombre d'entre eux regardent du côté de la puissante extrême droite qui pourrait se manifester dans les urnes. Et il y a des gens qui, au contraire, disent : "Au fond, vous aviez raison et en effet les critiques sans concession que vous aviez faites sur les premières années de pouvoir de Nicolas Sarkozy étaient justifiées et peut-être pouvons-nous réfléchir désormais à votre approche, conciliable avec l'état du pays".

Cette idée de majorité nouvelle avance dans les esprits. La plupart des dirigeants socialistes savent bien qu'ils ne pourront pas gouverner avec la partie radicale de leur majorité, puisque cette gauche de la gauche attend une politique qui ne pourra être suivie. On peut affirmer qu'on va changer le monde, les banques, le capitalisme, les

marchés, l'ONU et l'OMC, d'ailleurs dirigée par l'un des leurs, je le rappelle au passage... (il s'agit de Pascal Lamy - ndlr).

Mais la vérité, c'est qu'il faut commencer par s'occuper de la maison, et je rappelle que c'est ça que veut dire le mot "écologie" : s'occuper de la maison.

Expliquez-nous pourquoi il y a cette impossibilité à construire cette majorité centrale.

Parce que personne, depuis des années, ne l'a proposée et ensuite parce que les institutions n'ont jamais été pensées pour permettre le pluralisme. Je rappelle que De Gaulle avait défendu une idée de cet ordre, d'une majorité au-dessus des affrontements partisans. Mais depuis lors, tout cela a été oublié. Alors, quand les choses vont bien, quand ce sont les Trente Glorieuses, quelle importance que le pouvoir passe indéfiniment de la droite à la gauche. C'est un peu plus d'impôts d'un côté, un peu moins de l'autre, un peu plus de redistribution, un peu moins, mais c'est surtout le moyen de changer les équipes, et souvent pour faire la même politique : je me souviens de Fabius expliquant que les impôts pouvaient faire perdre la gauche.

Mais aujourd'hui, on a le devoir de conduire, je le dis dans mon livre, une politique de guerre, car on est exposé à l'étranglement du pays, au fait que plus un jeune ne trouve un emploi. Alors, pour s'attaquer à cela, on a besoin d'une majorité nouvelle. Autrefois, on aurait dit d'union nationale. Mais le mot est trompeur car il laisse croire qu'on peut mettre des communistes et des Front national dans un même gouvernement, ce qui n'est pas mon projet. C'est une union de reconstruction, une union du courage. Et c'est la seule issue crédible.

Pour cette majorité centrale, quand commencez-vous à discuter pour la constituer ?

Ça ne peut se faire que quand les Français se seront prononcés à l'élection présidentielle, après le premier tour qui sera en vérité le tour décisif. Pas avant, parce que si vous vous enfermez dans des négociations, si vous commencez à envisager les conditions d'un ralliement, si vous acceptez de plier, vous disparaîsez du paysage politique.

Vous avez lu ce que disent les observateurs : vous vous rapprocheriez ces derniers mois de Sarkozy et de l'UMP?

C'est aux antipodes de ma démarche et ils le savent bien.

Finalement, à vous écouter, pourquoi n'auriez-vous pas été le 7e homme de la primaire, puisqu'il y avait Jean-Michel Baylet, du Parti Radical de gauche ?

Parce que je n'accepte pas le bipartisme, je ne fais pas allégeance à la gauche. Je n'appartiens pas au PS, je dénonce ses ambiguïtés et souvent son sectarisme. Vous croyez que j'aurais fait tout cela, cette décennie de combat, y compris contre des gens que je respecte, pour construire une indépendance, et que je renierai ces années et ces efforts, pour aller dealer avec les uns ou avec les autres ?

Ni de près, ni de loin, ni aujourd'hui, ni demain, je ne dealerai avec qui que ce soit, parce que pour moi, tout doit être clair et transparent aux yeux des Français. Je défends une majorité nouvelle, et je veux donc en débattre contre les deux majorités traditionnelles, qui l'une et l'autre, sont et seront dans une situation d'impasse et d'impuissance.

Contrairement à 2007, vous vous prononcerez pour le second tour ?

Si jamais je n'étais pas au 2nd tour, et je ferai tout pour y participer, je me prononcerais.

C'est un regret, une leçon à propos de votre choix de 2007?

En 2007, j'ai annoncé publiquement que je ne voterais pas Nicolas Sarkozy, au point que la plupart des élus de notre Mouvement se sont offusqués et sont partis rejoindre le pouvoir. Ce ne fut pas facile. Au fond de moi, j'avais aussi la certitude que Ségolène Royal ne pouvait pas faire la politique nécessaire.

En 2012, vous ferez plus que ça ?

Oui. Des millions de Français, plus nombreux qu'il y a cinq ans, attendent une alternance sans ambiguïté, mais une alternance qui ne se réduise pas au Parti Socialiste. C'est dans ce combat que je suis engagé et je l'assumerai.

Affaires et éthique politique

Quel rôle avez-vous joué pendant la campagne d'Edouard Balladur en 1994-1995 ?

J'étais ministre de l'Education dans son gouvernement, et jeune président, depuis trois mois, de l'un des partis qui le soutenait, le CDS.

Vous étiez dans le comité politique de sa campagne. Avec Charles Pasqua, Philippe Léotard et Nicolas Sarkozy, vous faisiez partie de ceux qu'il voyait souvent : vous n'avez rien vu ou su du financement de cette campagne ?

Je pensais que ces pratiques-là étaient celles des réseaux Chirac ! Et je pensais que Balladur avait pour tentative de sortir du chiraquisme et de ses pratiques. Sans doute certains signes, la présence du réseau Pasqua aurait pu et dû m'ouvrir les yeux, mais j'étais à mille lieues d'imaginer que des pratiques de cet ordre auraient pu s'installer chez les soutiens de Balladur. J'étais anti-RPR, j'étais engagé pour que précisément ces choses-là changent.

Comment réagissez-vous quand vous entendez Roland Dumas, à cette époque président du Conseil Constitutionnel, expliquer que, contre l'avis des rapporteurs, il a tordu le bras aux autres membres du Conseil Constitutionnel pour valider des comptes invraisemblables?

Je l'ai dit il y a quelques mois lors de l'émission de Drucker, précisément à propos de cette décision incroyable du Conseil Constitutionnel, en citant La Fontaine : "Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir". Les comptes de Chirac et de Balladur étaient, on le sait maintenant, signalés comme faux par les rapporteurs officiels, avec des éléments indiscutables.

Et dans la plus grande opacité, le Conseil Constitutionnel, drapé dans sa vertu, décide d'ignorer les comptes signalés comme erronés des deux principaux candidats, mais il n'hésite pas le même jour et dans la même décision à condamner impitoyablement et à ruiner le plus petit des candidats : Jacques Cheminade. C'est exactement les "Animaux malades de la peste". C'est, par la plus haute autorité de notre pays, une décision qui a porté atteinte à l'équité la plus élémentaire.

Est-ce qu'il faut revoir les lois de financement des partis politiques?

Non, ce n'est pas la peine, il suffit de les respecter!

Est-ce qu'il faut renforcer la Commission de contrôle de comptes de campagne ?

Elle a déjà les pouvoirs nécessaires. Elle a les moyens d'exiger que l'on justifie la plus petite des factures et elle ne s'en prive pas. Et il n'est pas difficile de respecter la loi, dans sa lettre et dans son esprit. Dans le parti que je préside, pas un euro douteux n'est entré. Et on peut vivre. Notre budget est 10 fois moins important que le budget du PS et de l'UMP, on a un budget de 4 millions d'euros par an, et cela ne nous empêche pas de vivre, sobrement mais efficacement. Et de nous faire entendre.

Sur France Inter, interrogé sur les affaires et les possibles circulations de mallettes remplies de billets, vous déclariez : "Lorsque des propositions de cet ordre m'ont été faites, les porteurs de valises se souviendront assez longtemps des réponses qu'ils ont entendues". Sans en dire plus. Vous refusez d'aller plus loin dans la dénonciation. Pourquoi ?

J'ai dit les choses clairement ; quand des propositions vous sont faites, vous proposant des financements qui sortent du cadre de la loi, mais ne vous demandant bien entendu rien en échange, du moins provisoirement, quand on vous dit "Cher ami, nous pouvons vous aider", si vous refusez, au grand étonnement des tentateurs, si vous dites simplement non, il n'y a pas de délit.

Vous en dites trop ou pas assez...

J'ai dit exactement ce qu'il fallait dire. Les journalistes en face de moi m'objectaient que ces affirmations sorties dans la presse sur les financements occultes pouvaient être, après tout, des imputations sans réalité. J'ai répondu : "Non, excusez-moi, ce ne sont pas des imputations sans réalité". J'ajoute que quand j'ai eu le sentiment que la sécurité du territoire était en jeu, j'ai immédiatement averti les services de l'État, et je leur ai communiqué les éléments en ma possession.

Institutions et gouvernance

Quelle est l'urgence en matière de réforme institutionnelle, sur la pratique des pouvoirs, la présidentialisation, les problèmes de corruption, de financement?

L'urgence, c'est Montesquieu : la séparation des pouvoirs. On rétablit en France un parlement digne de ce nom, une justice indépendante, une presse qui ne soit pas sous influence directe du pouvoir.

Vous voulez parler d'un parquet indépendant ?

Il faut une politique pénale, définie nationalement, et pas l'arbitraire. Le parquet doit donc être coordonné par une autorité, celle du Ministre de la Justice. Mais le Ministre de la Justice ne devrait pas être un membre du gouvernement comme les autres. Il devrait être confirmé par un accord au-dessus des partis, investi par le Parlement à une majorité qui implique accord de l'opposition. Il devrait en contrepartie pouvoir faire l'objet d'une censure particulière. Là est l'instauration de la Justice en tant que pouvoir reconnu par la Constitution avec sa propre légitimité.

Deuxièmement, il faut rompre un certain nombre de dépendances économiques qui soumettent la presse à bien des influences économiques ou politiques. Cela veut dire qu'il faut traiter franchement de l'équilibre économique de la presse écrite. Pour moi cela doit se faire par la mise en place d'un fonds de financement indépendant alimenté par une taxe ad hoc, très faible dans son montant, par exemple sur l'économie numérique ou la pub... Ça ne coûte pas très cher et c'est vital.

Troisièmement, il faut une loi électorale qui permette de rompre le lien de dépendance entre députés et exécutif.

En inversant le calendrier électoral ?

Non, car ce serait entériner le bipartisme. Il est légitime et justifié que l'élection présidentielle, la seule où l'on peut changer le paysage politique, précède l'élection législative. Mais il faut une loi électorale juste. Cela peut se faire par l'introduction de la proportionnelle sur une partie des sièges: 4 sièges sur 5 au scrutin majoritaire, et 1 sur 5 à la proportionnelle correctrice. C'est à peu près le système allemand, qui donne au citoyen le pouvoir de choisir son élu, et qui donne leur place légitime à tous les courants d'opinion dès lors qu'ils atteignent 5 pour cent des voix.

A propos du Parlement : d'après le site de l'Assemblée nationale, vous n'avez pas posé de question depuis février 2008. Vous n'avez fait aucune proposition de loi, vous n'êtes l'auteur d'aucun rapport, la dernière séance publique lors de laquelle vous êtes intervenu remonte à mars, si on excepte celle de ce mercredi 12 octobre, et votre dernière intervention en commission remonte à août 2008.

J'ai précisément posé une question importante sur la crise en zone euro cet après-midi même. Mais je suis un non-inscrit. Il n'y a pas de temps de parole pour les non-inscrits. C'est d'ailleurs une très grande injustice, contre laquelle les six députés non-inscrits protestent à chaque session.

Si, il y a un temps de parole pour les non-inscrits.

Non. Il y a une question tous les trois mois. Mais il est vrai que comme tous les leaders nationaux, je parle peu à l'Assemblée, ayant heureusement la possibilité de participer au débat directement devant les Français. C'est exactement la situation qui fut celle de Nicolas Sarkozy, qui est celle de François Hollande... Quant à Martine Aubry ou Ségolène Royal, elles ne sont même pas membres de l'Assemblée. Cela montre bien que le rôle de l'Assemblée nationale est désormais très diminué.

Hors temps législatif programmé, vous pouvez pourtant vous exprimer à votre guise.

Je ne trouve pas que l'Assemblée nationale serve à quoi que ce soit.

Alors pourquoi êtes-vous député ?

Pour représenter mes concitoyens pyrénéens, et défendre un courant de pensée qui autrement ne trouverait pas de place dans le débat national. Si je n'étais pas là, les 20 pour cent de voix qui ont voté pour moi en 2007 n'auraient pas de représentation au Parlement. Or, ils ont le droit, autant et plus que beaucoup d'autres, d'être représentés sur ces bancs.

Vous ne pouvez pas dire que vous voulez être élu et dire que l'Assemblée ne sert à rien...

Vous ne comprenez pas que l'Assemblée nationale ne sert à rien ? Que le législatif est asservi à l'exécutif ? Que les députés votent au claquement de doigts ? Il faut que vous ouvriez les yeux et que vous appreniez à voir que la France n'est pas une démocratie de plein exercice. Si vous réfléchissez à ça, vous verrez qu'on a un problème : le parlement n'est plus un creuset de la démocratie.

Depuis quand ?

Depuis la Ve République, sauf en 1986-88 parce qu'on était à la proportionnelle : il y avait Le Pen et des communistes à la tribune, un groupe important du centre, c'est-à-dire qu'il y avait une vie démocratique non contrainte.

L'hyperpersonnalisation du MoDem

Si on en vient au MoDem, le reproche qui vous est fait est de ne pas avoir réussi à structurer et à faire grossir ce parti. Où en êtes-vous ? Le Mouvement Démocrate, avec toutes ses difficultés, a été et est un moment crucial de l'Histoire du Centre en France. C'est la première fois qu'il y a un centre indépendant. Bien sûr, les élections intermédiaires n'ont pas été faciles parce que nous avons refusé de nous soumettre à l'alliance obligatoire des deux grandes coalitions. Mais notre existence et notre liberté de parole ont apporté la preuve que le centre pouvait être indépendant. Si aujourd'hui, j'apparais comme le seul candidat crédible au Centre, c'est parce que nous avons choisi cette indépendance. Cela compense les difficultés. Et derrière tout cela, ce qui se prépare, c'est un

rassemblement pour l'avenir.

Maintenant que vous avez prouvé votre indépendance, vous allez pouvoir avoir une stratégie différente : c'est ce que disent beaucoup de vos militants et qu'ils espèrent.

Disons ceux des militants que vous avez rencontrés...

Un bon tiers des responsables départementaux, en tout cas ceux qui ont répondu à notre demande d'entretien.

Excusez-moi de vous dire que vous ne connaissez pas les militants du MoDem, car les militants du MoDem s'expriment dans des congrès assez clairement. Disons donc que ceux des militants que vous avez rencontrés espèrent, en effet, que nous allons sortir de notre isolement, et ce sera bien le cas.

A l'échelle locale, ces militants qui défendent les idées du MoDem, ont des difficultés à peser car aux élections locales vous avez eu peu d'élus. Quelle serait une autre stratégie ?

L'indépendance était le creuset et la condition du rassemblement. Grâce à notre équipe, notamment à Marc Fesneau, notre Secrétaire Général, notre organisation a surmonté la plupart des difficultés d'un parti nouveau. Le combat que nous allons vivre va lui permettre de s'exprimer dans le cadre du rassemblement qui se mettra en place.

Monsieur Bayrou, vous êtes conscient que l'hyperpersonnalisation peut avoir des avantages mais aussi des handicaps. Vous ne pouvez pas nier ce choix fait.

Je ne le nie pas et j'en suis très fier. Si je n'avais pas été là, l'idée d'un centre indépendant était morte en France. S'il faut de la personnalisation pour résister ; acceptons la chance de la personnalisation. Mais l'équipe qui m'entoure et n'a jamais lâché est formidable, humainement et politiquement.

On voit des personnalités, comme Jean Peyrelevade, qui se sont éloignées...

Jean Peyrelevade est toujours aussi proche de moi. S'il s'est éloigné de l'action militante, c'est parce qu'il n'a pas pu être élu comme lui et moi en avons le projet. Il a donc repris son métier, dans les affaires. Personne n'est parti des gens qui ont partagé la vérité du combat. C'est une des équipes les plus soudées, solides de la vie politique française.

Est-ce que vous voyez les nombreuses chapelles du centre-droit vous rejoindre?

Oui, beaucoup d'entre eux viennent me voir.

L'idée, c'est de reconstituer l'UDF ?

Il n'y aura pas de retour à une époque qui avait ses avantages mais qui est révolue. Nous avons choisi une autre dynamique que celle de l'UDF parce que l'UDF avait fini, dans la tête des Français, par devenir "UDF-RPR". Rien d'autre qu'une partie de la droite. Or, ma certitude depuis des années, c'est que le centre doit s'assumer en tant que tel.

Le pays n'a pas besoin d'une deuxième droite, mais d'un Centre, lucide et novateur, qui ne passerait pas son temps à rechercher la protection et le parrainage de son puissant voisin. Et beaucoup de ceux qui, au début, n'ont pas compris notre démarche, avec qui nous avons eu des oppositions parfois brûlantes, commencent à mesurer qu'au bout du compte, la tutelle de la puissante UMP les a privés de toute légitimité. Ils savent, même si beaucoup ne le disent pas encore, que nous allons devoir nous rassembler pour affronter les étapes cruciales.

Produire, instruire et reconstruire la démocratie

Sur le fond, votre "majorité centrale" se construit sur quels piliers ?

Je vous l'ai dit : première idée, pour nous en sortir, nous devons comprendre que les problèmes sont chez nous et pas ailleurs.

Ne sont-ils pas des problèmes européens ?

Non, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas sont en Europe, ils produisent et exportent. Le problème, c'est la France, son organisation, la manière dont ont été stérilisés des secteurs du pays, qui étaient des secteurs de création et qui deviennent des secteurs de désert. De même, la question de l'éducation, les difficultés si lourdes de l'éducation en France, ne dépendent ni de l'Europe ni du monde : elles dépendent uniquement de notre pays, de son organisation et de sa volonté.

Deuxièmement, on ne peut retrouver son indépendance qu'à partir du moment où on se libère de sa dette. Troisièmement, la question principale est de reconquérir la production. Quatrièmement, la question principale est de reconquérir l'éducation.

Cinquièmement, ça ne pourra se faire que dans une démocratie qui aura retrouvé les règles élémentaires (presse, justice) qui permettent de respirer dans un pays et qui évitent les abus de pouvoir (je rappelle que j'ai écrit un livre qui portait ce titre).

Est-ce que vous estimez que l'économie de ce pays est confisquée par une oligarchie ?

Ce n'est pas l'économie, c'est pire, c'est la vie politique qui a été en effet entièrement organisée de manière opaque autour d'un mélange illégitime des intérêts économiques, financiers et médiatiques, de réseaux d'influence qui s'entre-soutiennent pour contrôler le pays. C'est un système de connivence, de surcroît implanté dans les deux partis principaux. Voilà pourquoi il faudra un président de la République indépendant. Et voilà pourquoi notre démarche d'indépendance sera cruciale. La connivence, l'endogamie dans les idées touchent les uns et les autres.

Seule une majorité nouvelle et un président indépendant peuvent changer cela, peuvent remettre les choses à l'endroit. On va dire à ces entremetteurs, à ces influences opaques : voyez-vous, là, c'est la porte de l'Élysée, de la maison civique, et vous n'y entrez pas comme dans un moulin pour décider à la place des vrais décideurs qui doivent s'exprimer au nom du peuple. Je me suis opposé à la privatisation des autoroutes, la gauche s'est tue. Je me suis opposé à l'affaire Tapie, souvent seul. Je me suis opposé à tous les manquements et j'ai employé à propos des affaires Takieddine, Bourgi, Djouhri, les mots adéquats, grâce à la liberté que donnait cette indépendance.

Deuxième pilier, la production : que faites-vous des groupes du CAC40 ? Cela pose la question de la réforme fiscale et de la dette dont vous faites une priorité...

Non, la priorité des priorités, c'est la raison qui pousse à la dette : c'est la reconquête du produire.

Et, concrètement, comment réindustrialiser la France ?

On met les grandes entreprises en réseau avec les petites entreprises pour que ces dernières accèdent aux processus de production, on met à égalité les PME et les grandes entreprises par une simplification du droit fiscal et social. On réinvente le travail que faisait autrefois le commissariat au plan pour définir les nouveaux secteurs ou les secteurs abandonnés à reconquérir en commençant par le haut de gamme. On crée un label sur la production en France pour que le consommateur devienne un acteur de cette politique. On travaille sur l'image de marque du

pays car c'est à cause de cette image de marque que nous perdons les marchés à l'exportation. On travaille sur la refondation de la confiance sociale parce que la confiance entre syndicats et entreprises est une donnée clé de la reconquête.

Comment faire aujourd'hui accepter aux électeurs un plan d'austérité ou l'équivalent de ce qu'a été l'agenda 2010 de Schröder, lorsqu'il était chancelier allemand au début des années 2000 ?

Par pédagogie, vérité, audace de s'adresser à ce que les électeurs ont de plus responsable en eux. Il y a des temps où on peut accepter la démocratie de séduction, et des temps, comme ceux que nous vivons, où il faut une démocratie de conscience. On ne peut pas faire de la politique sans avoir le courage de s'adresser à la population en disant "on va y arriver" et en expliquant clairement, sans faux-fuyant, quel chemin suivre.

Et que dites-vous à la moitié des Français qui gagnent moins de 1500 euros par mois ?

Je leur dis la vérité : le pouvoir d'achat ne cesse de baisser parce que nous sommes soumis à une hémorragie à cause de notre déficit du commerce extérieur. Chaque année nous donnons 75 milliards d'euros de nos ressources nationales pour soutenir les économies de nos voisins. Ne vous étonnez donc pas que le pouvoir d'achat tombe. Il faut donc s'attaquer à la cause !

Lénine disait : "Seule la vérité est révolutionnaire". Moi je crois que la vérité est la condition sine qua non du redressement du pays. Et si on n'ose pas la dire, ce seront de grands malheurs. Il faudra conduire cette politique de reconstruction avec quelqu'un dont on soit sûr qu'il ne sert aucun intérêt, qui a fait ses preuves et qu'on écouterait quand il parlera de la situation du pays, des efforts nécessaires et des étapes qui conduisent à une nouvelle ère de la France.

Avez-vous conscience que deux mots sont largement inaudibles aujourd'hui : Europe et austérité. Que la plupart des responsables politiques parlent d'une crise européenne qu'ils ne maîtrisent pas et ne disent rien ou bien peu de la crise sociale de ce pays ?

Pourquoi n'y a-t-il pas d'intégration des jeunes et des immigrés ? Parce qu'il n'y a plus d'emploi. Nous sommes un pays qui s'appauvrit sans cesse. Eh bien on va changer cela. La France a déjà traversé des passes aussi noires. On va s'en sortir. Et c'est pourquoi mon message est un message de fondamental optimisme. Je dirai la vérité. Et je dirai la mobilisation et l'enthousiasme nécessaires. En 2004, l'Allemagne était derrière nous. Cinq ans après, ils dominaient l'Europe. C'est très court cinq ans en histoire, c'est comme une minute, un soupir. Ce que nos voisins ont fait nous pouvons le faire, et nous devons le faire.

Je ne crois pas aux choses baroques, je crois que l'Europe se fera le jour où on réconciliera l'idée de nation et l'idée européenne. Moi qui suis un Européen, j'aime l'idée de nation française. Il importe de comprendre que les deux nations, allemande et française, ont leur dynamique propre et leur histoire.